

CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN : D'UNE REVENDICATION IDENTITAIRE À UNE GUERRE OUBLIÉE

ULRICH KOMECHOU
6 FÉVRIER 2026



Crédit photo : © International Crisis Group

DEFINSEEC.COM

DEFINSEEC@GMAIL.COM

07 69 31 32 67

CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN : D'UNE REVENDICATION IDENTITAIRE À UNE GUERRE OUBLIÉE

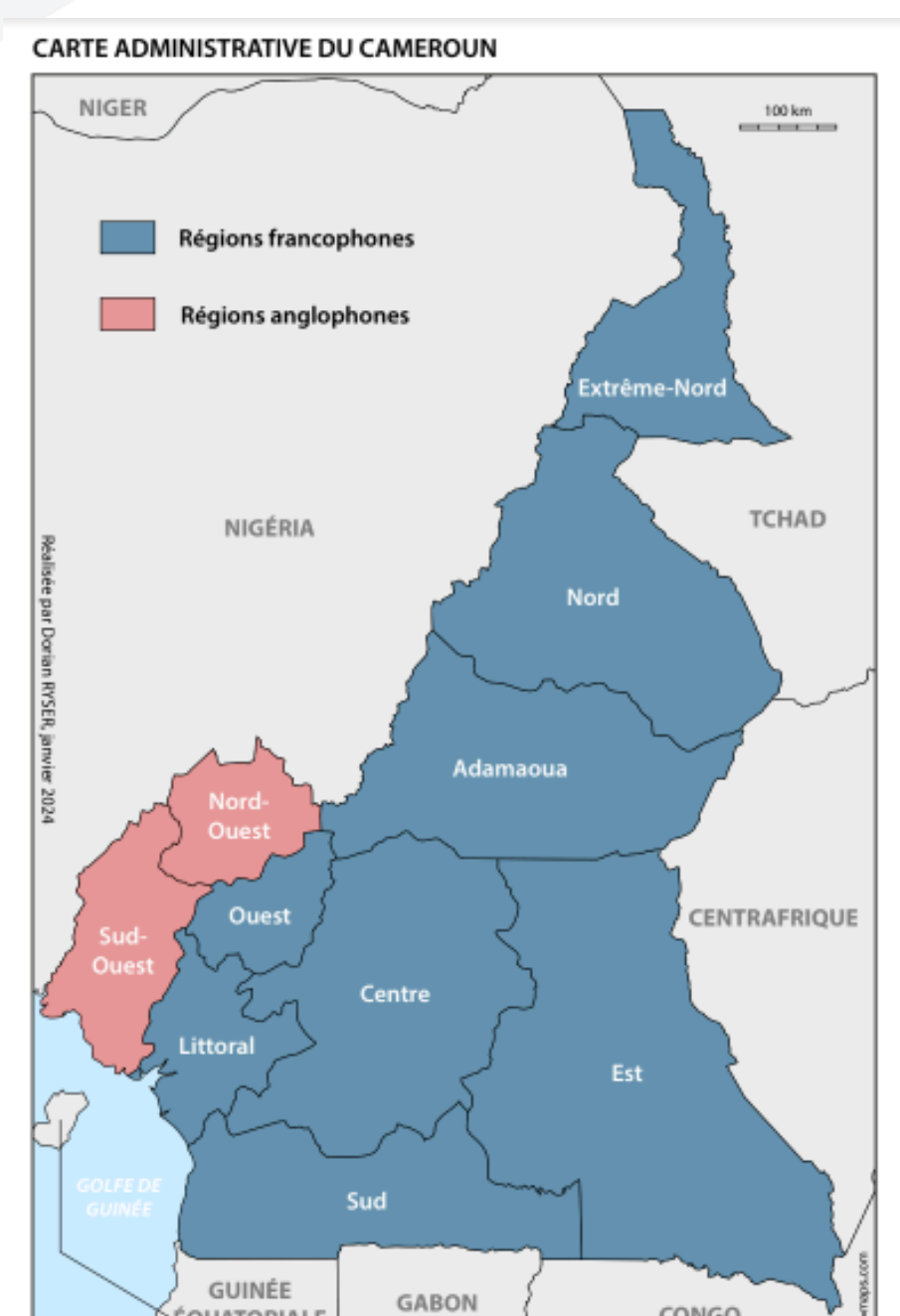
Le Cameroun, pays d'Afrique centrale souvent présenté comme une « Afrique en miniature » en raison de sa diversité culturelle, linguistique et géographique, possède une trajectoire historique singulière sur le continent. Ancienne colonie allemande, puis placé sous administration française et britannique après la Première Guerre mondiale, il est aujourd'hui un État officiellement bilingue, héritier de deux traditions administratives, juridiques et éducatives distinctes. Cette dualité institutionnelle, inscrite dans les fondements mêmes de la construction nationale, constitue l'un des éléments clés permettant de comprendre les tensions persistantes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Longtemps perçue comme une richesse favorisant la coexistence de différentes identités au sein d'un même État, cette pluralité est progressivement devenue un facteur de crispation politique et sociale. En effet, la crise anglophone, initialement portée par des revendications identitaires et professionnelles, s'est transformée au fil des années en un conflit armé aux conséquences humanitaires majeures. Aujourd'hui, ce conflit constitue l'un des épisodes les plus marquants de l'histoire contemporaine camerounaise, révélant les fragilités de la cohésion nationale et les limites des mécanismes d'intégration territoriale.

DE L'HÉRITAGE COLONIAL À UNE FRACTURE LINGUISTIQUE

L'origine de la spécificité anglophone au Cameroun trouve ses racines dans le partage du territoire à la suite de la défaite allemande en 1916. Ancien protectorat allemand depuis 1884, le Kamerun est placé sous mandat de la Société des Nations en 1922, puis administré séparément par la France et le Royaume-Uni. Tandis que la partie orientale du territoire est gouvernée par la France selon un modèle centralisé inspiré du droit civil, la partie occidentale est rattachée à l'administration britannique du Nigeria et évolue dans un système fondé sur la Common Law, un modèle éducatif anglophone et des institutions locales relativement autonomes.

Ce double héritage colonial donne naissance à deux espaces socio-politiques aux pratiques administratives différentes, mais contraints de cohabiter au sein d'un même État après l'indépendance. En 1961, à la suite d'un référendum organisé sous l'égide des Nations Unies, le Southern Cameroons choisit de rejoindre la République du Cameroun nouvellement indépendante, donnant naissance à un État fédéral bicéphale composé de deux entités fédérées : le Cameroun oriental, majoritairement francophone, et le Cameroun occidental, majoritairement anglophone. Ce modèle fédéral visait alors à préserver les spécificités institutionnelles des deux parties tout en favorisant l'unité nationale.



CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN : D'UNE REVENDICATION IDENTITAIRE À UNE GUERRE OUBLIÉE

Cependant, cette organisation fédérale est remise en cause en 1972 avec l'instauration de l'État unitaire, à la suite d'un référendum qui supprime les structures fédérales au profit d'une centralisation accrue du pouvoir. Progressivement, les institutions héritées du système britannique sont intégrées, transformées ou remplacées par des structures inspirées du modèle administratif francophone. Cette évolution alimente, au fil du temps, un sentiment de dilution identitaire au sein des populations anglophones, qui perçoivent une érosion progressive de leurs particularismes linguistiques, juridiques et éducatifs.



Patrouille de gendarmerie à Buéa, la capitale du Sud-Ouest, l'une des deux régions anglophones du Cameroun, en octobre 2018. MARCO LONGARI / AFP

La fracture linguistique ne se limite donc pas à une simple question de langue, mais renvoie à une transformation plus large des modes de gouvernance locale, de la formation des élites et de l'accès aux institutions publiques. Ainsi, bien avant l'émergence des groupes armés et des revendications séparatistes, un malaise structurel s'installe dans les régions anglophones, nourri par la perception d'un déséquilibre institutionnel et d'une reconnaissance incomplète de leur héritage historique au sein de l'État camerounais.

Cette perception d'un déséquilibre ne se construit pas uniquement à travers les politiques publiques, mais aussi dans le vécu quotidien des populations, notamment dans l'accès à l'emploi public, à la représentation administrative et aux mécanismes de prise de décision. À mesure que les générations se succèdent, le sentiment d'être insuffisamment intégré dans les structures nationales se transforme en une conscience collective de marginalisation, entretenue par des comparaisons constantes entre les régions anglophones et francophones. Ainsi, la question identitaire s'ancre progressivement dans le débat public local, préparant un terrain favorable à l'émergence de revendications plus visibles et plus structurées.

MARGINALISATION, REVENDICATIONS ET NAISSANCE DU MOUVEMENT ANGLOPHONE

Pendant plusieurs décennies, le malaise ressenti dans les régions anglophones s'est construit de manière progressive et diffuse, traversant aussi bien les sphères institutionnelles que l'espace social et le débat public. Loin de rester cantonnées à des cercles restreints, les frustrations se sont progressivement exprimées à travers la multiplication des discussions locales, des prises de position intellectuelles, des débats communautaires et la formation d'une opinion publique anglophone de plus en plus consciente de ses spécificités historiques. Cette dynamique contribue à l'émergence d'un sentiment partagé selon lequel l'unification nationale, telle qu'elle a été mise en œuvre, ne garantit plus pleinement la reconnaissance des particularismes hérités du système anglophone.

CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN : D'UNE REVENDICATION IDENTITAIRE À UNE GUERRE OUBLIÉE

Cette perception de marginalisation repose sur plusieurs facteurs cumulés. Sur le plan institutionnel, de nombreux acteurs anglophones estiment que l'organisation fortement centralisée de l'État camerounais limite leur capacité de décision locale et réduit leur participation effective à la gouvernance territoriale. À cela s'ajoute un sentiment de déséquilibre dans la gestion des affaires publiques, notamment en matière de représentation administrative et d'adaptation des normes nationales aux réalités locales. Ces éléments nourrissent progressivement l'idée que les régions anglophones évoluent dans un cadre institutionnel perçu comme insuffisamment attentif à leur héritage juridique, éducatif et linguistique.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les mobilisations de 2016, portées par deux corps professionnels emblématiques : les avocats de Common Law et les enseignants du système éducatif anglophone. Ces derniers dénoncent l'affectation croissante de juges et de professeurs francophones dans les juridictions et établissements scolaires des régions anglophones. Cette situation est localement interprétée comme une remise en cause du modèle dit « anglo-saxon », fondé sur la Common Law et un système éducatif distinct, et comme une tentative d'harmonisation institutionnelle perçue comme déséquilibrée.



Les avocats anglophones du Cameroun en mouvement d'humeur.
© Getty Images

Les revendications exprimées lors de ces mobilisations restent, dans un premier temps, pacifiques et structurées. Il ne s'agit pas d'une contestation de l'unité nationale, mais d'un appel à la reconnaissance effective de la spécificité anglophone. La demande d'un retour au fédéralisme s'impose alors comme une solution politique centrale pour une partie des acteurs du mouvement. Ce modèle est présenté comme un moyen de concilier unité nationale et autonomie régionale, en permettant aux anglophones de disposer d'institutions propres, d'une administration autonome en langue anglaise et d'un pouvoir local renforcé, tout en continuant à coexister avec les régions francophones au sein d'un même État.

CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN : D'UNE REVENDICATION IDENTITAIRE À UNE GUERRE OUBLIÉE

L'année 2017 marque une étape décisive dans la structuration du mouvement. Le 9 janvier, le Consortium de la société civile du Cameroun anglophone lance l'opération dite de « ville morte », invitant les populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest à rester chez elles afin de faire pression sur les autorités pour l'ouverture de négociations concrètes. Ce mot d'ordre est massivement suivi et instaure un mode d'action inédit dans les régions concernées. Dès lors, chaque lundi, une large partie de l'activité économique et sociale est paralysée, transformant durablement le paysage quotidien et symbolique des zones anglophones, sans pour autant signifier une fermeture généralisée et permanente des établissements scolaires.

En effet, si le secteur éducatif connaît de fortes perturbations et des périodes de grève, les écoles ne sont pas systématiquement fermées. Elles continuent de fonctionner de manière irrégulière, dans un climat marqué par les tensions, l'insécurité ponctuelle et les appels à la désobéissance civile. La crise se manifeste ainsi moins par un arrêt total de l'activité scolaire que par une instabilité chronique.



L'activiste Mancho Bibixy (en jaune) haranguant une foule de manifestants à Bamenda, en février 2017.

Face à l'ampleur de la mobilisation, les autorités réagissent rapidement. Le 17 janvier 2017, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation publie un arrêté interdisant les activités du Southern Cameroons National Council (SCNC) ainsi que celles du Consortium de la société civile anglophone. Cette décision marque un tournant dans la gestion de la crise, en contribuant à la reconfiguration du mouvement et à la dispersion de ses acteurs les plus visibles.

Quelques jours plus tard, le 24 janvier 2017, le président S.E Paul Biya annonce la création de la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme, destinée à répondre aux préoccupations liées à la coexistence linguistique et culturelle. La nomination à sa tête de Peter Mafany Musonge, originaire d'une région anglophone, est interprétée comme un signal d'apaisement institutionnel. Toutefois, sur le terrain, cette initiative ne suffit pas à rétablir la confiance. Dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, les opérations de « ville morte » se poursuivent et les tensions restent vives, traduisant le décalage entre réponses institutionnelles et attentes populaires.

CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN : D'UNE REVENDICATION IDENTITAIRE À UNE GUERRE OUBLIÉE

Ainsi, la naissance du mouvement anglophone contemporain ne résulte ni d'un événement isolé ni d'une rupture soudaine, mais d'un enchaînement progressif de frustrations, de revendications professionnelles, de mobilisations civiles et de réponses institutionnelles jugées insuffisantes par une partie de la population. Ce processus ouvre la voie à une radicalisation ultérieure du discours et à une transformation du conflit, qui dépassera progressivement le cadre revendicatif initial pour entrer dans une phase plus conflictuelle.

Toutefois, malgré les tentatives de réponse institutionnelle et la persistance des mobilisations civiles, le malaise dans les régions anglophones ne parvient pas à se résorber. L'absence d'un cadre de dialogue perçu comme pleinement inclusif, conjuguée à la poursuite des actions de désobéissance civile, contribue à une détérioration progressive du climat social. À mesure que les semaines puis les mois passent, les revendications initialement portées par des acteurs civils organisés se trouvent fragilisées, laissant place à une radicalisation du discours et à une fragmentation du mouvement.

Dans ce contexte d'incertitude et de tensions prolongées, certains segments du mouvement anglophone commencent à remettre en question l'efficacité des stratégies pacifiques. La multiplication des arrestations, l'interdiction de certaines organisations et la paralysie récurrente de la vie économique et sociale accentuent le sentiment d'impasse. Dès lors, le conflit change progressivement de nature, passant d'une contestation essentiellement civile à une confrontation plus dure, marquée par l'émergence d'acteurs armés et par une redéfinition des modes d'action sur le terrain.

DE LA CONTESTATION À L'INSURRECTION ARMÉE : LA BASCULE DU CONFLIT

La transformation de la crise anglophone en conflit armé ne s'opère ni brutalement ni de manière uniforme. Elle résulte d'un processus progressif, marqué par l'affaiblissement des formes traditionnelles de contestation, la fragmentation du leadership civil et la radicalisation d'une partie du discours revendicatif. À mesure que les mobilisations pacifiques perdent leur capacité de structuration et que les canaux de dialogue apparaissent insuffisants aux yeux d'une partie des acteurs, la militarisation du mouvement s'impose progressivement comme une nouvelle modalité d'action.

CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN : D'UNE REVENDICATION IDENTITAIRE À UNE GUERRE OUBLIÉE

Fin 2017, plusieurs groupes séparatistes proclament unilatéralement l'indépendance des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sous l'appellation de « République fédérale d'Ambazonie ». Cet acte symbolique marque une rupture décisive dans la trajectoire du mouvement, transformant une revendication portée à l'origine par des intentions de justice, de reconnaissance et de coexistence en un projet marqué par la violence, la cruauté et une dérive profondément destructrice pour les populations qu'il prétendait défendre. À partir de ce moment, la crise quitte définitivement le champ de la contestation civile pour s'inscrire dans une logique d'affrontement armé durable.



© CHINE NOUVELLE/SIPA



Drapeau de l'Ambazonie

Les groupes armés, communément appelés « Ambazoniens », émergent rapidement et se multiplient sur l'ensemble des régions anglophones. Dépourvus de commandement centralisé et fortement fragmentés, ils s'implantent principalement dans les zones rurales difficiles d'accès, où ils parviennent à s'enraciner malgré les opérations de sécurisation. Au fil du temps, ces groupes renforcent leurs capacités militaires et étendent leurs actions, ciblant les structures étatiques et les symboles de l'autorité publique, y compris en dehors des régions anglophones. La logique de financement de la lutte armée contribue également à la brutalisation du conflit. Les demandes d'argent imposées aux populations locales, sous peine de représailles, instaurent une économie de contrainte qui rompt le lien entre les groupes armés et les communautés qu'ils prétendent représenter.

Cette violence, loin d'être abstraite, se matérialise par des faits précis et documentés qui illustrent la dérive progressive du conflit vers des actes de terreur. Dans la nuit du 28 mars 2022, un épisode particulièrement marquant se déroule dans le village de Mbokop-Tanyi. Des séparatistes armés attaquent un campement de Peuls Mbororos et prennent pour cible une habitation où dormaient une femme, son enfant de sept ans et un nourrisson de six mois. Selon les éléments recueillis, la femme est d'abord abattue avant que la maison ne soit incendiée, provoquant la mort des trois occupants.

CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN : D'UNE REVENDICATION IDENTITAIRE À UNE GUERRE OUBLIÉE

Le mari de la victime, absent au moment des faits, déclare n'avoir jamais entretenu de conflit avec les groupes armés ni avec les habitants du village. Dans un témoignage recueilli par Amnesty International, il relate l'annonce de la tragédie en ces termes :

« Un de mes frères m'a appelé le lendemain matin pour me dire que les Amba Boys avaient incendié ma maison, avec deux de mes enfants et mon épouse à l'intérieur. »

Dans un registre différent, mais tout aussi révélateur de la dynamique sécuritaire actuelle, les événements récents dans la région du Nord-Ouest témoignent de l'intensification des opérations militaires face à la persistance des groupes armés. Dans la nuit du 26 au 27 janvier 2026, les Forces de défense camerounaises ont mené une opération de ratissage dans le département du Ngoketunjia, précisément dans la localité de Baba. Cette intervention s'est soldée par la neutralisation de trois combattants séparatistes, sans qu'aucune perte ne soit enregistrée du côté des forces loyalistes.

Au-delà du bilan humain, l'opération a permis la saisie d'un arsenal militaire composé de plusieurs armes à feu et de munitions, ainsi que de sacs contenant une substance végétale identifiée comme du cannabis. Ces éléments mettent en lumière l'enracinement de certaines pratiques criminelles dans les zones de conflit, où la lutte armée tend à se mêler à des activités illicites, renforçant la complexité du contexte sécuritaire.

Cette offensive s'inscrit dans une séquence plus large d'opérations menées dans la même région. Quelques semaines auparavant, le 6 janvier 2026, une autre intervention militaire d'envergure avait conduit à l'élimination de onze combattants séparatistes, parmi lesquels figurait un chef de groupe influent. Ces opérations successives illustrent la pression exercée sur les groupes armés, tout en soulignant la persistance d'un cycle de violence où les actions militaires et les représailles contribuent à maintenir un climat d'instabilité durable.



*Des membres de la police camerounaise patrouillent dans un quartier de Buea, chef-lieu du Sud-Ouest anglophone, le 1er octobre 2017
afp.com/STRINGER*

L'entrée du conflit dans une phase armée a durablement transformé le paysage des régions anglophones. Au-delà des affrontements et des enjeux de sécurité, cette évolution a entraîné des conséquences directes pour les populations civiles, qui se retrouvent au cœur de la violence et de l'instabilité. L'analyse du conflit appelle ainsi un recentrage sur ses répercussions humaines.

CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN : D'UNE REVENDICATION IDENTITAIRE À UNE GUERRE OUBLIÉE

LES CONSÉQUENCES HUMAINES DU CONFLIT ANGLOPHONE

La violence armée a entraîné des pertes humaines considérables et des déplacements massifs de populations dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Les estimations disponibles font état d'au moins 6 000 civils tués depuis le début du conflit, un chiffre qui illustre la brutalité d'une crise où les populations non combattantes se retrouvent durablement exposées aux violences. Parallèlement, plus de 638 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays, contraintes de fuir leurs régions pour échapper aux affrontements, aux représailles et à l'insécurité persistante.



Une femme Mbororo, au Cameroun, en 2015. © Jorge Fernandez/LightRocket.

Parmi les populations les plus touchées figurent les communautés Peules Mbororos, installées de longue date dans les régions anglophones. Depuis 2017, plusieurs centaines de Mbororos auraient été tués dans la région du Nord-Ouest. Ils sont également victimes d'enlèvements contre rançon, d'incendies de leurs habitations et de violences visant leur bétail. Ces attaques s'inscrivent dans un contexte où certains groupes armés assimilent les Mbororos à des populations « étrangères », en raison de leur mode de vie pastoral et de leur identité ethnique, alimentant ainsi un discours discriminatoire qui renforce leur vulnérabilité.

Des témoignages recueillis font état de violences répétées et ciblées. Mohamed, éleveur mbororo, rapporte avoir été informé que les membres de sa communauté qui ne soutenaient pas les groupes séparatistes seraient chassés de la région. En 2019, il est enlevé à quatre reprises, torturé à la machette, puis libéré après le versement de rançons successives. Ce type de récit met en lumière la manière dont la violence armée s'accompagne d'une logique de contrainte et de terreur, poussant certaines familles à l'exil forcé.

Les organisations non gouvernementales et les agences humanitaires internationales se sont mobilisées afin d'apporter une assistance aux populations affectées. Leurs interventions visent principalement à répondre aux besoins les plus urgents, notamment en matière de santé, de nutrition, de protection des civils et de soutien psychosocial aux victimes de violences. Toutefois, l'efficacité de cette aide demeure fortement contrainte par un contexte sécuritaire instable, des difficultés d'accès à certaines zones rurales et des contraintes logistiques persistantes.

CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN : D'UNE REVENDICATION IDENTITAIRE À UNE GUERRE OUBLIÉE

L'insécurité limite les déplacements des acteurs humanitaires et complique la mise en œuvre de programmes durables. Certaines localités restent difficilement accessibles, tandis que les interruptions fréquentes des activités sur le terrain réduisent la continuité de l'assistance. Ainsi, malgré l'importance des besoins, l'aide humanitaire peine à couvrir l'ensemble des populations concernées et à répondre de manière structurelle aux conséquences du conflit.

La crise a également un impact direct sur l'éducation des enfants, confrontés à la fermeture ponctuelle des établissements scolaires, aux boycotts et aux risques sécuritaires liés à la fréquentation des écoles. Dans ce contexte, les acteurs humanitaires ont dû adapter leurs stratégies. L'accent est mis sur des formes d'enseignement alternatives, dites non formelles, afin de garantir une continuité minimale de l'apprentissage en situation de crise.

À ce titre, le Fonds des Nations unies pour l'Enfance a mis en place un programme d'enseignement par la radio, reposant sur des leçons préenregistrées diffusées dans les régions anglophones. Cette initiative a permis de toucher environ 44 425 enfants, offrant une solution temporaire face à l'impossibilité d'un enseignement en présentiel. Bien que pertinente dans l'urgence, cette approche présente toutefois des limites importantes. L'accès inégal aux postes radio, à l'électricité ou à un environnement propice à l'apprentissage risque d'accentuer les disparités éducatives, en particulier dans les zones rurales les plus isolées.



© Les enfants et les femmes vont bénéficier des aides du programme de nutrition de l'Unicef

D'autres solutions, telles que l'apprentissage à domicile, sont également envisagées. Néanmoins, elles se heurtent à des contraintes structurelles majeures, notamment le faible accès à Internet, l'absence d'infrastructures numériques et les conditions de vie précaires de nombreuses familles déplacées. Ces obstacles soulignent les limites des réponses humanitaires face à une crise prolongée, où les solutions d'urgence tendent à se substituer, parfois durablement, à des systèmes éducatifs et sociaux affaiblis.

CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN : D'UNE REVENDICATION IDENTITAIRE À UNE GUERRE OUBLIÉE

L'expérience du conflit dans la région du Tigré, en Éthiopie, permet d'éclairer certaines réalités communes aux conflits internes prolongés. Dans ce contexte, la montée de la violence armée a progressivement affecté le quotidien des populations civiles, confrontées à l'insécurité, aux déplacements forcés et à l'incertitude permanente. Au fil du temps, ce sont des communautés entières qui ont vu leurs repères bouleversés, indépendamment des enjeux politiques initiaux du conflit.

Le cas du Tigré rappelle ainsi que, lorsque les affrontements s'inscrivent dans la durée, les premières victimes restent les civils, contraints de s'adapter à une situation de crise devenue ordinaire. Cette perspective humaine permet de mieux saisir la profondeur des souffrances engendrées par les conflits internes contemporains, où la violence finit par s'imposer comme une réalité quotidienne pour des populations prises au piège d'un environnement instable.

L'ampleur des besoins humanitaires et les limites des mécanismes d'assistance soulignent le caractère durable de la crise dans les régions anglophones. Face à une situation où l'insécurité continue d'entraver le retour à la normalité, la question de la stabilisation du terrain s'impose progressivement comme un enjeu central. C'est dans cette perspective que s'inscrit le rôle des forces de défense, appelées à intervenir afin de contenir la violence armée et de créer les conditions d'un apaisement progressif.

LE BIR AU CŒUR DE LA RÉPONSE SÉCURITAIRE DANS LES RÉGIONS ANGLOPHONES



A Fotokol, à la frontière camerouno-nigériane, le 10 février. © EDOUARD ELIAS/GETTY POUR LE MONDE

Le Bataillon d'intervention rapide (BIR), connu en anglais sous l'appellation Rapid Intervention Battalion, constitue l'une des principales unités d'élite des forces armées camerounaises. Créé en 2000 sous le nom de Bataillon léger d'intervention (BLI) avant d'être rebaptisé en 2001, le BIR a été conçu comme une force spécialisée, capable d'intervenir rapidement dans des contextes sécuritaires complexes. Son déploiement dans les régions anglophones s'inscrit dans la réponse de l'État face à la montée en puissance des groupes armés et à la persistance de l'insécurité.

CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN : D'UNE REVENDICATION IDENTITAIRE À UNE GUERRE OUBLIÉE

Selon les responsables de cette unité spéciale, les opérations menées par le BIR visent avant tout à restaurer la paix et la sécurité dans des zones affectées par des violences prolongées. Au-delà des opérations strictement militaires, les éléments déployés participent également à des actions dites civilo-militaires et psychologiques, destinées à renforcer la confiance entre les forces de défense et les populations locales. Ces initiatives cherchent à établir un lien avec les communautés, dans un contexte où la méfiance et la peur se sont durablement installées.

L'année 2018 marque un tournant dans l'organisation de la réponse sécuritaire. Les autorités camerounaises annoncent alors une réorganisation des forces de défense afin d'en améliorer l'efficacité opérationnelle. Le changement majeur réside dans la création d'une nouvelle région militaire interarmées, dotée d'un centre de commandement installé à Bamenda, au cœur des régions anglophones. Cette décision traduit la volonté de rapprocher le commandement du terrain et d'adapter la chaîne de décision à un conflit asymétrique.



Visite de travail du Général de Brigade Aérienne MOMHA Jean Calvin, Chef d'Etat-Major de l'Armée de l'Air, à Douala © Ministère de la Défense - Cameroun

Toutefois, la réponse sécuritaire ne se limite pas à l'usage de la force armée. Depuis 2018, l'État camerounais a également mis en place un mécanisme destiné à encourager les redditions et à favoriser une sortie progressive de la violence. Tout combattant séparatiste souhaitant déposer les armes peut bénéficier d'un programme de DDR (désarmement, démobilisation et réintégration). Ce dispositif vise à offrir une alternative à la poursuite des hostilités, en accompagnant les ex-combattants vers une réinsertion sociale encadrée.

Les responsables sécuritaires insistent régulièrement sur cette dimension non exclusivement coercitive de la riposte. Contrairement à l'idée répandue selon laquelle le virage sécuritaire viserait uniquement l'élimination des groupes armés, les autorités mettent en avant les efforts menés pour encourager les redditions volontaires. Selon les chiffres communiqués, plus de 3 500 ex-combattants auraient déjà rejoint les centres de réinsertion, illustrant la place accordée à cette approche complémentaire dans la gestion du conflit.

CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN : D'UNE REVENDICATION IDENTITAIRE À UNE GUERRE OUBLIÉE

PAROLES DE VICTIMES

Les témoignages des victimes civiles donnent un visage humain à un conflit souvent abordé à travers des prismes institutionnels ou sécuritaires. Ils rappellent que la violence armée touche indistinctement des populations qui ne prennent aucune part directe aux affrontements, et dont la vie bascule brutalement.

Alim, âgée de 14 ans, fait partie des nombreuses victimes civiles du conflit dans les régions anglophones du Cameroun. Alors qu'elle se trouvait chez elle avec sa famille, l'adolescente est atteinte par balle à l'œil droit. Elle survit à l'attaque, mais conserve de lourdes séquelles qui compromettent durablement son quotidien et son avenir. Son parcours illustre la vulnérabilité particulière des enfants face à une violence imprévisible.

Dans un témoignage empreint de simplicité et de gravité, Alim raconte le moment où sa vie a basculé : « J'étais juste assise sur le lit. Je ne faisais rien de particulier. Je voudrais que les gens me viennent en aide pour que je puisse voir de nouveau et retourner à l'école. Les gens devraient prier pour moi pour que j'aille mieux. »

Ces paroles mettent en lumière une réalité souvent absente des discours officiels : celle d'enfants dont l'enfance est brutalement interrompue par le conflit.



Des élèves dans leur salle de classe dans une école au Cameroun. © Global Partnership for Education (GPE)

Un autre témoignage met en lumière une facette différente, mais tout aussi brutale, de la violence liée au conflit : celle des enlèvements suivis d'exécutions. Lors d'un déplacement professionnel dans la région anglophone du Sud-Ouest, un fonctionnaire de l'État est enlevé avec cinq de ses collègues par des séparatistes armés.

CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN : D'UNE REVENDICATION IDENTITAIRE À UNE GUERRE OUBLIÉE

L'épouse de la victime raconte les heures d'angoisse qui ont précédé le drame. Elle décrit l'attente, l'incompréhension et la violence de l'annonce, lorsqu'elle parvient brièvement à joindre son mari par téléphone : « J'essayais de l'appeler, ça sonnait, mais il ne répondait pas. Environ dix minutes plus tard, il m'a rappelée. On lui a arraché le téléphone avant que je ne puisse dire quoi que ce soit. Puis une voix m'a dit : "Madame, il nous faut 35 millions. Si vous ne payez pas dans les 24 heures, nous tuerons votre mari." »

Les ravisseurs exigeaient une rançon de 35 millions de francs CFA, soit environ 56 000 dollars, une somme hors de portée pour la majorité des familles. Ce témoignage illustre la violence psychologique exercée sur les proches des victimes.

Par ailleurs, un sergent-chef du Bataillon d'intervention rapide, a été grièvement blessé lors d'une mission en 2021, alors qu'il occupait le poste de tireur principal sur une mitrailleuse embarquée. Engagé depuis quinze ans au sein du BIR, il ne peut désormais plus intervenir sur le terrain en raison de ses blessures. Il continue toutefois de servir au sein de l'unité, affecté à des services sédentaires en tant que magasinier, où il est chargé du ravitaillement en alimentation. Évoquant les séquelles de sa blessure, il explique : « La main est très faible, elle n'a plus la même force qu'avant. Par moments, je sens les nerfs, et elle ne peut plus toucher ni porter des objets lourds. »

MOTS CONCLUSIFS

L'analyse de la crise anglophone au Cameroun met en lumière un enchaînement de dynamiques complexes, ancrées à la fois dans l'histoire, les choix institutionnels et l'évolution contemporaine du pays. De l'héritage colonial et de la fracture linguistique aux revendications identitaires, puis à la bascule vers l'insurrection armée, le conflit s'est progressivement transformé en une crise multidimensionnelle. Les conséquences humaines, les défis humanitaires, la réponse sécuritaire portée notamment par le BIR, ainsi que les témoignages de civils et de militaires, illustrent la profondeur et la diversité des impacts de cette crise sur l'ensemble de la société.

CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN : D'UNE REVENDICATION IDENTITAIRE À UNE GUERRE OUBLIÉE

Malgré les violences et les tensions persistantes, une attente demeure : celle d'une solution durable fondée sur une meilleure compréhension mutuelle entre gouvernants et gouvernés. Cette attente ne repose pas uniquement sur des mécanismes sécuritaires ou humanitaires, mais également sur la capacité à renouer un dialogue crédible, à reconnaître les expériences vécues et à reconstruire la confiance entre l'État et les populations concernées. La crise anglophone rappelle ainsi que la stabilité ne peut être pleinement atteinte sans une prise en compte des dimensions politiques, sociales et humaines du conflit.

Dans ce contexte, les effets indirects de la crise se font également sentir au-delà des régions anglophones. L'insécurité, le sentiment d'impasse et la perte de perspectives contribuent à accentuer l'émigration de la jeunesse camerounaise, en quête de stabilité, de formation et d'opportunités à l'étranger.

Par ailleurs, la crise anglophone demeure relativement peu médiatisée, tant sur le plan national qu'international. Cette faible visibilité contribue à banaliser un conflit pourtant durable, et limite la mobilisation de l'attention publique autour de ses enjeux humains et politiques. Le caractère prolongé de la crise risque ainsi d'en faire un conflit « silencieux », dont les conséquences s'installent progressivement dans le temps sans véritable prise de conscience collective.



Enfin, la crise anglophone pose une question fondamentale pour l'avenir du Cameroun. Acteur important en Afrique centrale et pilier de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, le Cameroun demeure un État dont la stabilité repose sur sa capacité à préserver son unité tout en valorisant sa diversité linguistique, culturelle et historique. Dans un environnement régional marqué par de multiples fragilités, le maintien d'un Cameroun uni, inclusif et conscient de ses pluralités apparaît comme un enjeu majeur, non seulement pour le pays lui-même, mais aussi pour l'équilibre de l'ensemble de la sous-région.

SOURCES :

- SEASON MEDIA : Video youtube : "CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN : LA RIPOSTE CONTRE LES AMBAZONIENS".
- ALTERNATIVES HUMANITAIRES : "Crise anglophone au Cameroun : la question de l'éducation et la réponse humanitaire en première ligne".
- JEUNE AFRIQUE : Cameroun anglophone : les conséquences de quatre ans de conflit
- HUMAN RIGHTS WATCH : Rapport Mondial 2024.
- Amnesty International : Cameroun. "Témoignages et images satellite révèlent l'ampleur des destructions dans les régions anglophones".
- The conversation : "Comprendre le conflit meurtrier en cours dans les régions anglophones du Cameroun".
- Anadolu Ajansı – « Cameroun Crise anglophone : Les principales dates d'une insurrection (chronologie) ».
- Thinking Africa, « Le 'problème anglophone' au Cameroun ».
- Le Monde : "La crise anglophone au Cameroun devant le Conseil de sécurité".

Ulrich KOMECHOU



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

